

contre lui, la volonté de la nation seule pouvait le dissuader de rester plus longtemps sur le trône. S'il doit se considérer comme le seul obstacle, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France. Il a, en conséquence, envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence à Paris, pour entamer les négociations à ce sujet. L'armée peut être certaine que le bonheur de l'empereur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la patrie !"

Puis il dépêche un officier d'ordonnance au général Belliard, afin qu'il couvre sur-le-champ Fontainebleau par quelques escadrons ; mais déjà le maréchal Mortier a fait renforcer toute la ligne.

Pendant ce temps Paris est plongé dans la plus vive inquiétude. A chaque instant les bruits les plus alarmants sur les dispositions de Napoléon circulent : on dit qu'avant vingt-quatre heures un grand mouvement s'opérera, que toute la garde impériale, les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Marmont, de Mortier, réunis, doivent faire une trouée dans la capitale pour punir les traîtres et récompenser les braves qui auront délivré la patrie. Des fenêtres de l'hôtel Talleyrand on peut voir, par les dispositions militaires des alliés, que ces craintes ne sont pas sans fondement. Les troupes étrangères ont été massées dans les Champs-Élysées et sur les quais ; des canons sont braqués sur tous les points ; on craint à chaque instant une catastrophe. Qu'on juge de la stupeur de ceux qui ont pris part à la déchéance de Napoléon ! Que de repentirs secrets ! Les royalistes n'élèvent plus aussi haut leurs cris et leurs prétentions ; ils ne s'enorgueillissent plus d'avoir proclamé leurs princes légitimes. On s'entasse dans les salons de M. de Talleyrand pour avoir des nouvelles ; c'est sur ces entrefaites que les plénipotentiaires de Napoléon sont introduits chez l'empereur de Russie, qui les reçoit avec une bienveillance marquée. Ceux-ci reproduisent avec force les arguments que le duc de Vicence a déjà fait valoir. Alexandre, loin de repousser leurs prétentions, écoute avec intérêt la lecture des articles que Caulaincourt a rédigés d'avance ; puis, prenant à son tour la parole, il commence par faire un éloge pompeux de l'armée française et de ses chefs.

— Quant à Napoléon, continue-t-il, j'ai été son admirateur et son ami ; mais c'est lui qui, le premier, m'a déclaré la guerre. Vous savez les pertes cruelles que j'ai essayées. L'incendie de ma capitale !... je ne le reproche pas à l'armée française, elle y a été étrangère ; cependant l'agression de Napoléon n'en a pas moins été la cause. Je n'en tirerai pas vengeance, je respecterai Paris. Le sort des armes m'a été favorable ; je n'en veux profiter que pour assurer le repos de l'Europe. Napoléon est malheureux, il n'est plus mon ennemi ; je lui tends mon amitié. Les Bourbons me sont indifférents, je ne les connais pas ; l'opinion s'est manifestée pour eux, le sénat, les autorités, le peuple enfin. Cette fois, messieurs, vous venez trop tard.

— Sire, répond Macdonald, nous n'avons pu venir plus tôt, retenus que nous étions par les opérations de la guerre.

— J'en suis persuadé, réplique Alexandre.

— Sire, l'empereur Napoléon ne nous a point autorisés à traiter du sort qu'en lui réserve, continue le maréchal.

— Cela ne m'étonne pas, répond Alexandre avec une triste admiration ; mais, en définitive, la régence ne serait jamais faite que Napoléon derrière un échafaudage de gouvernement qu'il dévorante activité, son ambition. Il viendra un beau jour se mettre à la place de cette régence qu'il invoque, une guerre générale recommencera, et l'Europe sera encore troublée. Comment faire ?

— Sire, dit M. de Caulaincourt en terminant, la régence n'a pas eu de défenseurs ; Votre Majesté l'a jugée et condamnée par défaut ; c'est à votre justice, sire, à votre magnanimité que l'armée française appelle de ce jugement.

De dernier augment paraît faire une vive impression sur le czar. La crainte d'une guerre civile, d'une guerre d'exter-

mination, qui pour lui est la chose qu'il redoute le plus, le fait réfléchir. La conversation reprend un cours favorable, lorsqu'un aide de camp du czar entre précipitamment et lui remet un message en prononçant quelques paroles en russe. Alexandre s'est empressé d'ouvrir la dépêche. . . . C'est l'annonce de la défection de Marmont. L'expression du visage du czar a changé tout à coup ; il s'est opéré comme un revirement dans ses manières et dans son langage.

— Mais, messieurs, dit-il aux maréchaux avec un accent de reproche, vous faites sonner bien haut la volonté de l'armée, et cependant vous ne pouvez ignorer que les troupes du duc de Raguse ont passé de notre côté. D'autres corps sont dans les mêmes dispositions, je le sais : on est las de la guerre.

— Sire, réplique Caulaincourt, atterré par la nouvelle, pouvait-on prévoir qu'un *malentendu* ferait partir d'Essonne les troupes de M. le maréchal de Raguse ?

Entraîné par l'éloquence chaleureuse avec laquelle Macdonald et Caulaincourt ont plaidé la cause de la régence, Alexandre ne trouve d'autre moyen pour s'en tirer qu'un faux-suyant.

— Messieurs, dit-il après un silence, je ne suis pas seul dans cette grave affaire : il me faut prendre l'avis de Sa Majesté le roi de Prusse. J'ai promis à mes alliés de ne rien faire sans les consulter. Bientôt vous connaîtrez ma dernière résolution.

Et il les congédia avec beaucoup d'affabilité. L'entrevue avait duré plus de trois heures.

Le lendemain, à onze heures du matin, les plénipotentiaires achevaient de déjeuner chez le maréchal Ney, lorsqu'un aide de camp de l'empereur Alexandre vient les prévenir que son maître les attend. Ils arrivent chez le czar avec une inquiétude qu'ils cherchent à surmonter. Alexandre les reçoit avec la même bienveillance que la veille ; mais maintenant que l'armée semble abandonner la cause de Napoléon, la question a totalement changé de face, le temps des ménagements est passé : l'abdication en faveur de la régente et de son fils ne suffit plus à un ennemi rassuré. Le czar déclare aux plénipotentiaires qu'il faut que Napoléon et sa dynastie renoncent absolument au trône.

— Il n'a jamais voulu la paix, ajoute-t-il ; chacun sait qu'il ne peut y avoir de repos à espérer avec lui. L'armée ne saurait s'obstiner à garder un chef qui ne sait pas sacrifier sa passion favorite au bien de la patrie. Mes alliés et moi ne voulons, aujourd'hui, que ce que le vœu national a déjà proclamé. Je vous déclare donc que nous ne recevrons de Napoléon qu'une abdication absolue. Mais n'importe, ajouta le czar, assurez-le qu'il sera traité d'une manière digne du rang qu'il a occupé ; dites-lui que s'il veut venir habiter mes États, il y sera bien reçu ; sinon, il aura l'île d'Elbe ou autre chose.

Les plénipotentiaires se résignèrent à porter à Fontainebleau la nouvelle décision des puissances alliées.

Après avoir veillé une grande partie de la nuit dans son cabinet, Napoléon avait pris le matin un peu de repos ; il n'était pas sorti du palais et était resté constamment assis dans l'embrasure d'une croisée qui avait vue sur la pièce d'eau. Son teint était plombé, sa toilette se faisait remarquer par un désordre qui n'était pas dans ses habitudes. Il tenait machinalement dans ses mains un volume simplement relié, le *Précis des Guerres de César*, lorsqu'un officier du palais entr'ouvrit doucement la porte :

— Qu'est-ce ? demanda Napoléon.

— Sire, c'est monseigneur le duc de Vicence avec Leurs Eminences les maréchaux le prince de la Moskowa et le duc de Tarente.

Il se leva et alla au-devant d'eux. Le duc de Vicence parle le premier. Il raconte comment la défection de Marmont a dû changer toutes les combinaisons diplomatiques ; comment Fontainebleau a cessé d'être une position militaire ; enfin, ce n'est plus de Napoléon qu'on ne veut pas, c'est de